

Panorama de Saint-Barthélemy

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES

Chef-lieu	Gustavia
Superficie	21 km ² (25 km ² avec ses îlets)
Situation géographique	Arc antillais - Paris à 6 500 km, New York à 2 500 km, Guadeloupe à 230 km
Langues parlées	Français, anglais, créole
Monnaie	Euro
Statut	Collectivité d'outre-mer (COM) et Pays et Territoire d'outre-mer (PTOM)
Représentation nationale	1 sénateur, 1 représentant au Conseil économique, social et environnemental 1 député pour les deux îles (Saint-Martin et Saint-Barthélemy)
Représentation de l'État	Préfet délégué pour les deux îles

Repères historiques

L'île de Saint-Barthélemy est située au nord-ouest de la Guadeloupe, à la charnière des Grandes et des Petites Antilles et à proximité des îles Vierges américaines. Découverte par Christophe Colomb en 1493, occupée par les Français à partir de 1648, elle fut longtemps un repaire protégé pour les Indiens caraïbes puis les corsaires jusqu'à sa cession par Louis XVI en 1785 au roi de Suède contre des droits d'entrepôts à Göteborg. Le principal bourg de l'île fut alors rebaptisé Gustavia, du nom du roi de Suède Gustave III. Par le traité du 10 août 1877, ratifié par une loi du 2 mars 1878, la France reprit possession de Saint-Barthélemy qui fut alors rattachée à la Guadeloupe dont elle devint une commune en 1947.

Le rattachement administratif de Saint-Barthélemy comme commune du département de la Guadeloupe a pris fin en 2007. Le processus d'évolution statutaire engagé une dizaine d'années plus tôt par les îles de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy s'est en effet concrétisé par l'adoption, le 21 février 2007, d'un nouveau statut de collectivité d'outre-mer suite à la consultation électorale du 7 décembre 2003, approuvé par référendum à 95,5 % des votants à Saint-Barthélemy.

Organisation institutionnelle

Le 15 juillet 2007, la nouvelle COM de Saint-Barthélemy a été officiellement installée par la mise en place de son Conseil territorial, composé de 19 membres élus pour cinq ans. Régie par la loi organique du 21 février 2007, Saint-Barthélemy exerce l'ensemble des compétences dévolues à la commune, au département et à la région, ainsi que celles que l'État lui a transférées. La nouvelle Collectivité est désormais compétente en matière de fiscalité, de transports routiers, de ports maritimes, de voirie, de tourisme, de droit domanial, d'accès au travail des étrangers mais aussi d'urbanisme, de construction, de logement, d'environnement et d'énergie et enfin en matière de création et d'organisation des services des établissements publics de la Collectivité. Elle peut également adapter les lois et règlements en matière de domanialité publique et d'enseignement. L'État reste en revanche compétent en matière de droit pénal, de droit commercial et de droit monétaire, bancaire et financier. Un préfet délégué représente l'État et le gouvernement au sein des COM des îles de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy. La préfecture est installée à Marigot (Saint-Martin) avec une annexe à Gustavia (Saint-Barthélemy). La création d'un siège de député pour les deux îles, faisant suite à celle d'un siège de sénateur en septembre 2008, est effective depuis les élections législatives de juin 2012.

Au niveau européen, le passage de Saint-Barthélemy du statut de Région ultrapériphérique (RUP) à celui de Pays et Territoire d'outre-mer (PTOM) à compter du 1^{er} janvier 2012 a été validé le 29 octobre 2011 par un vote unanime du Conseil européen. Outre l'affranchissement des normes européennes, le statut de PTOM permet à la Collectivité de bénéficier de la compétence douanière.

L'euro demeure la monnaie de Saint-Barthélemy. Un accord monétaire relatif au maintien de l'euro a été passé entre l'Union européenne et la République française qui continue à appliquer à Saint-Barthélemy les actes juridiques et les règles de l'Union européenne nécessaires au fonctionnement de l'Union économique et monétaire.

UNE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE EN RALENTISSEMENT

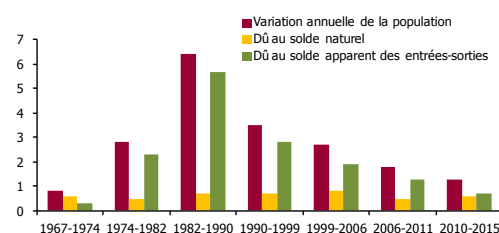
En 2015, la population de Saint-Barthélemy s'établit à 9 625 habitants. Sur la période 2010-2015, le nombre d'habitants a progressé de 1,5 % en moyenne annuelle, une croissance largement inférieure au rythme élevé observé avant les années 1990 (+6,4 % par an). La contribution du solde apparent des entrées et sorties diminue depuis la période 1990-1999, tandis que celle du solde naturel est relativement constante.

Depuis 1999, la répartition de la population de la Collectivité par âge a peu évolué, mais l'élévation de l'âge moyen (38 ans en 2015 contre 35,4 ans en 1999) traduit un léger vieillissement de la population. Les habitants de l'île demeurent en moyenne plus jeunes que la population nationale (40 ans en 2015).

Indicateurs démographiques	Saint-Barthélemy	France
Population (au 01/01/2017, millions pour la France)	9 625	67,0
Part des moins de 24 ans (en %, 2015)	25,3%	30,2%
Part des 25 - 64 ans (en %, 2015)	65,4%	51,2%
Part des 65 ans et plus (en %, 2015)	9,3%	18,6%
Densité de population (hab/km ² , au 01/01/2015)	458	105
Taux de croissance annuel moy. de la pop. (%)	1,5 (moy. 10-15)	0,5 (moy. 07-17)
Taux de natalité (pour 1 000 habitants, 2015)	10,4	11,2
Taux de mortalité (pour 1 000 habitants, 2015)	4,3	8,9

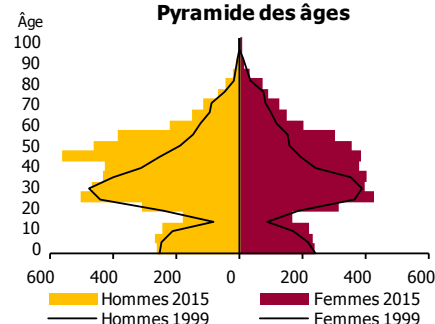
Source : Insee, statistiques de l'état civil et estimation de population ; les densités de population sont obtenues en divisant la population par la superficie (égale à 21 km² pour Saint-Barthélemy et 633 208 km² pour la France).

Variation annuelle de la population (en %)



Source : Insee, Recensement de la population-exploitation principale, État civil.

Pyramide des âges



Source : Insee, Recensement de la population 1999 et 2015 - exploitations principales.

PANORAMA DE L'ÉCONOMIE

Entre 2011 et 2014, l'économie de Saint-Barthélemy affiche, en parallèle d'une croissance démographique, une forte croissance économique (+2,9 % par an, en valeur). Cette croissance s'appuie essentiellement sur le développement d'un tourisme haut de gamme. Le PIB par habitant de la Collectivité s'élève à 38 994 € en 2014 contre 35 893 € en 2011, soit un niveau nettement supérieur à la moyenne nationale (32 404 € en 2014). Il reste toutefois inférieur au PIB par habitant d'Île-de-France en 2014 (54 157 €, PIB/hab le plus élevé des régions de France).

Cette estimation du produit intérieur brut (PIB) de Saint-Barthélemy, réalisée en 2018 sur des données 2014, ne tient de fait pas compte des destructions engendrées par le passage, le 6 septembre 2017, du cyclone Irma de catégorie 5 sur les îles du Nord. 95 % des bâtiments publics et privés des deux îles ont été dégradés, dont un quart totalement détruit, et plus de 10 000 véhicules assurés ont été endommagés ou déclarés épaves. Le cout total des dégâts assurés est estimé à 1,83 milliard d'euros pour les deux îles, dont 835 millions d'euros pour Saint-Barthélemy.

L'île de Saint-Barthélemy est fortement dépendante de l'extérieur en raison de l'importance du tourisme mais également du fait de sa production d'énergie électrique exclusivement d'origine fossile. En lien avec le développement économique et la croissance démographique de l'île, la production et la consommation d'électricité n'ont cessé de croître. Après un recul en 2008, la production d'électricité progresse au rythme de 2,0 % par an en moyenne. La production de 2017 s'inscrit toutefois en baisse en raison d'Irma. Parallèlement, l'île connaît un déficit chronique d'eau en raison de la faible pluviométrie et du manque de ressources naturelles en eau potable. Afin de répondre à ses besoins d'alimentation en eau potable, Saint-Barthélemy dispose de quatre unités de dessalement d'eau de mer.

La solidité financière et l'absence d'endettement de la Collectivité lui permettent de soutenir certains secteurs d'activité comme le BTP et d'accompagner ainsi le développement économique de l'île.

Principaux indicateurs économiques	Saint-Barthélemy	France
PIB par habitant (euros courants, 2014)	38 994 ⁽¹⁾	32 404
TCAM* du PIB en valeur (en %, 2011-2014)	2,9	2,2 ⁽²⁾
Taux de chômage (en %, 2015)	4,2 ⁽³⁾	8,9 ⁽⁴⁾

(1) Estimation CEROM ; (2) en volume en 2017

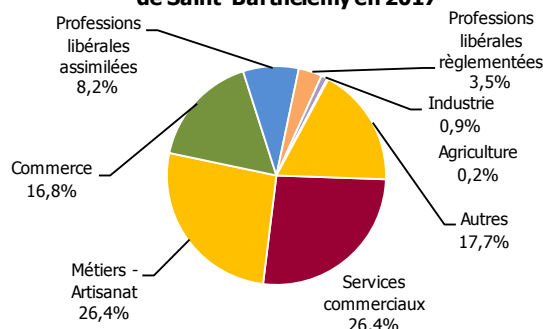
(3) au sens de recensement

(4) au sens du BIT, en 2017

*Taux de croissance annuel moyen

Sources : CEROM, Collectivité de Saint-Barthélemy, Insee.

Répartition par type d'activité des entreprises de Saint-Barthélemy en 2017



Source : Chambre économique multiprofessionnelle.

¹ En euros courants, note CEROM « Estimation du PIB de Saint-Barthélemy », octobre 2014.

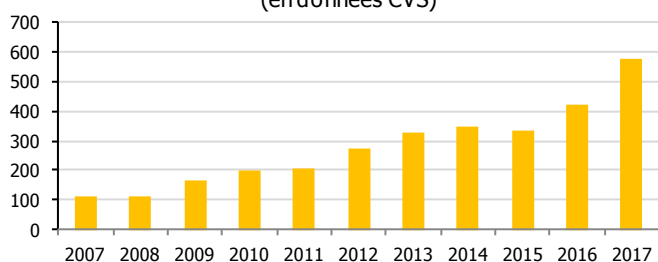
Un taux d'activité élevé et un faible chômage

Saint-Barthélemy se distingue par son taux d'activité élevé (87,4 % en 2015), contre 70,2 % en Guadeloupe et 71,3 % en France hors DOM et par un taux de chômage particulièrement bas (4,2 % en 2015). Le nombre d'actifs occupés n'a cessé de progresser depuis 1990. Entre 2010 et 2015, il affiche une progression de 11,3 % (soit +2,2 % en moyenne par an). Les employés constituent la catégorie socioprofessionnelle la plus représentée (28,7 % des emplois).

Le tourisme étant le moteur de l'économie de la Collectivité, le secteur de l'hébergement et de la restauration regroupe 20,7 % des emplois en 2015. Les secteurs du BTP, du commerce et des services non marchands pourvoient respectivement 18,9 %, 16,0 % et 10,4 % des emplois. Les « autres services marchands »² représentent 24,9 % des emplois de l'île.

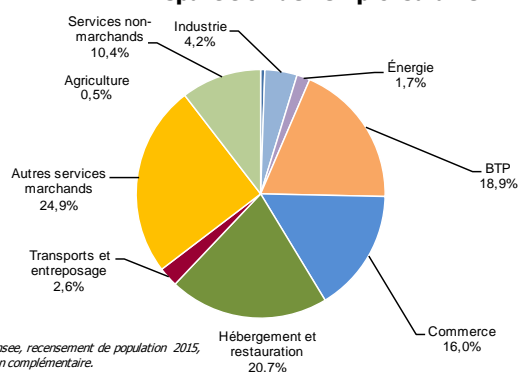
Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a plus que doublé sur la décennie mais reste à un niveau contenu (579 personnes à fin 2017). En hausse sur les dix dernières années, la demande d'emploi s'accroît fortement en 2017 avec le passage de l'ouragan Irma (+36,6 %). Les femmes représentent la majorité des demandeurs d'emploi (59,6 %). La part des moins de 25 ans est de 6,2 % en 2015.

Demandeurs d'emploi de catégorie A
(en données CVS)



Source : DIECCTE.

Répartition de l'emploi salarié



Source : Insee, recensement de population 2015, exploitation complémentaire.

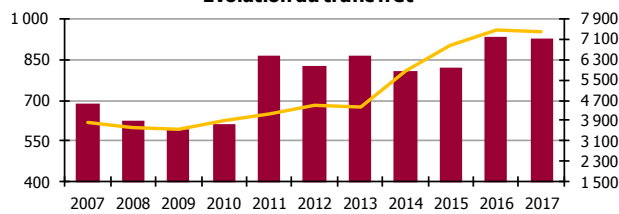
Des revenus supérieurs à ceux des DOM

À Saint-Barthélemy, les revenus des résidents fiscaux³ sont sensiblement supérieurs à ceux de la Guadeloupe et des DOM et rejoignent davantage ceux de la France hors DOM. Au titre des revenus de 2015, la majorité des résidents fiscaux perçoivent des revenus compris entre 10 000 € et 20 000 € (35,7 % des foyers de l'île contre 30,4 % en France métropolitaine). À fin 2015, 48,6 % des résidents fiscaux ont des revenus supérieurs à 20 000 €, contre 46,3 % au niveau national et tout juste 30,0 % dans les DOM.

Un trafic de marchandises en progression sur la décennie

Les marchandises importées à Saint-Barthélemy proviennent essentiellement des États-Unis et de la France métropolitaine en transitant par la Guadeloupe. Le trafic a globalement progressé sur la décennie. Après un ralentissement observé entre 2005 et 2010, le port de commerce connaît un regain d'activité dès 2011 et stabilise son trafic à un niveau élevé. En 2017, 928 cargos ont fait escale sur l'île et 7 358 conteneurs équivalents vingt pieds (EVP) ont été déchargés.

Évolution du trafic fret



Source : Régie du droit de quai.

LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

La dynamique économique de Saint-Barthélemy est essentiellement liée au développement de son secteur touristique résidentiel et haut de gamme. Les secteurs de l'immobilier et de la construction, tributaires du tourisme, s'appuient sur l'essor de ce secteur et constituent les autres piliers de l'économie de Saint-Barthélemy.

Principaux indicateurs sectoriels	2017	TCAM ⁽¹⁾ 07-17	2017	TCAM ⁽¹⁾ 07-17	
Nombre d'hôtels membres ⁽²⁾	28	-1,0%	Passagers à l'aéroport	162 250	-1,1%
Nombre de chambres d'hôtel	600	0,7%	Demande de permis de construire	311 (2016)	1,2%(06-16)
Passagers arrivés par ferries	82 548	2,9%	Permis de construire délivrés	197 (2016)	0,4%(06-16)
Passagers arrivés par yachts	33 413	-1,6%	Consommation de ciment (tonnes)	13 361	-0,8%
Nombre de croisiéristes	41 301	-0,9%			

(1) Taux de croissance annuel moyen ; (2) Membres de l'Association des hôtels et villas.

Sources : Association des hôtels et villas, Port de Gustavia, Aéroport Rémy de Haenen, Lafarge Ciments Antillais, Collectivité de Saint-Barthélemy.

² Activités immobilières, scientifiques et techniques, financières et d'assurances, de transports et d'entreposage, d'informations et de communication et de services divers.

³ Foyers installés sur l'île après le 15 juillet 2007 qui ne justifient pas d'une durée d'installation minimum de 5 ans sur le territoire (818 foyers fiscaux au titre des revenus de 2013). Déclarations au même titre qu'en France métropolitaine. Les résidents fiscaux de Saint-Barthélemy, foyers installés sur l'île avant le 15 juillet 2007 ainsi que ceux installés après cette date et justifiants d'une durée d'installation d'au moins cinq ans, sont considérés comme des résidents fiscaux étrangers dont les revenus trouvant leur source à Saint-Barthélemy ne sont pas imposés.

Le tourisme haut de gamme, moteur de l'économie

Le tourisme est la première activité économique de l'île. Il s'oriente principalement vers une clientèle nord-américaine haut de gamme, attirée par le caractère exclusif, sûr et rare de la destination. L'offre d'hébergement est composée à 78,6 % de villas luxueuses et à 21,4 % d'hôtels. Le marché de la location et de la vente de ces villas constitue le socle de l'activité immobilière.

La crise économique et financière affectant les États-Unis en 2007 a entraîné un fléchissement continu de la fréquentation de l'île et de la durée de séjour jusqu'en 2010. Depuis cette date, le nombre de visiteurs débarqués enregistre une croissance soutenue (+5,0 % en moyenne par an entre 2010 et 2011) et dépasse, depuis 2013, les niveaux d'avant crise. En 2017, l'activité touristique subit un ralentissement suite au passage de l'ouragan Irma.

Le BTP, dans le sillage de l'activité touristique

Le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) constitue l'autre activité clé de l'économie de Saint-Barthélemy. Avec 21,1 % de l'emploi en 2017, il est le troisième secteur pourvoyeur d'emplois.

L'activité du BTP a été favorablement orientée jusqu'en 2007, bénéficiant de la hausse des besoins en matière d'infrastructures et d'habitats engendrée par le développement économique de l'île. En 2008, l'activité du secteur ralentit en lien avec la crise, notamment du tourisme et l'adoption d'un nouveau code de l'urbanisme plus restrictif. La commande publique permet un regain d'activité à partir de 2010. En 2013, la fin des chantiers importants entraîne une légère baisse de dynamisme de l'activité du secteur. À l'instar des autres secteurs économiques, celui du BTP est touché par le passage de l'ouragan Irma en septembre 2017. Après un bon début d'année, la consommation de ciment chute au second semestre (-0,6 % en glissement annuel à fin décembre). Toutefois, les perspectives du secteur sont favorables en raison de l'amorce rapide des travaux de reconstruction post Irma.

LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

À fin 2017, six établissements de crédit sont implantés à Saint-Barthélemy. Ces établissements totalisent neuf agences bancaires et emploient 41 agents. Le taux d'équipement, qui s'établit à un guichet pour 1 113 habitants est nettement supérieur à celui observé en Guadeloupe (1 guichet pour 2 508 habitants).

L'encours sain des crédits octroyés à la clientèle de Saint-Barthélemy croît de 21,6 % en 2017 et atteint 334,3 millions d'euros. Face à la situation d'urgence entraînée par Irma, les banques ont mis en place des mesures d'aides exceptionnelles en faveur des populations sinistrées. Celles-ci contribuent à la hausse de l'encours de crédit. Entre 2012 et 2017, l'encours sain des crédits progresse de 9,6 % par an en moyenne. Sur cette période, les crédits d'investissement, les crédits à l'habitat et les crédits immobiliers augmentent respectivement de 12,7 %, 10,3 % et 9,3 % par an en moyenne. En 2017, les crédits immobiliers représentent 68,4 % de l'encours de crédit total.

À fin décembre 2017, les avoirs financiers collectés par les établissements de crédit à Saint-Barthélemy s'établissent à 843,2 millions d'euros. Sur la période 2012-2017, les actifs financiers progressent de 13,8 % par an en moyenne. Ce dynamisme est essentiellement imputable aux dépôts à vue (+13,75 % en moyenne par an), principaux actifs financiers détenus par les agents économiques de la Collectivité (68,3 % du total en 2015). Ceux-ci ont été alimentés par le versement des indemnités d'assurance aux populations sinistrées en fin d'année.

Indicateurs entreprises	2017
Actifs financiers ⁽¹⁾ (M€)	315,2
Encours sains ⁽²⁾ (M€)	139,3
dont crédits d'exploitation (%)	4,2
dont crédits d'investissement (%)	76,8
dont crédits immobiliers (%)	58,3

(1) auprès des établissements de crédit locaux, hors La Banque Postale
(2) concours sur l'ensemble des établissements de crédit, hors La Banque Postale
Source : Iedom.

Indicateurs ménages	2017
Actifs financiers ⁽¹⁾ (M€)	509,3
Encours sains ⁽²⁾ (M€)	189,5
dont crédits à la consommation (%)	22,1
dont crédits à l'habitat (%)	167,3

(1) auprès des établissements de crédit locaux, hors La Banque Postale
(2) concours sur l'ensemble des établissements de crédit, hors La Banque Postale
Source : Iedom.

NB : Les données utilisées dans cette note sont arrêtées au 31 décembre 2017, sauf mention contraire.

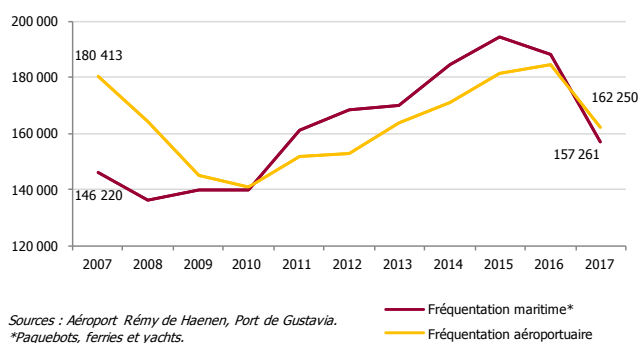
Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : G. GENRE-GRANDPIERRE - Responsable de rédaction : D. LAURET - Rédaction : T. COMBET

Éditeur et imprimeur : IEDOM

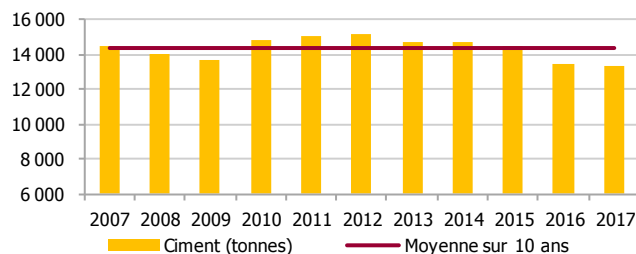
Achévé d'imprimer : mars 2019 – Dépôt légal : mars 2019 – ISSN 1952-9619

Évolution de la fréquentation de l'île
(Nombre de passagers)



Sources : Aéroport Rémy de Haenen, Port de Gustavia.
*Paquebots, ferries et yachts.

Consommation de ciment



Source : Lafarge Ciments Antilles.